

L'Union Départementale CGT de l'Oise prépare son 39^e Congrès

Jean Pitkévicht, Secrétaire de l'U.D. nous répond

Les 17 - 18 - 19 mai se tient à la Bourse du Travail à Creil le 39^e congrès de l'Union Départementale CGT. Nous avons demandé à Jean Pitkévicht, Secrétaire Général comment se préparait ce congrès.

J.P. : Le 39^e congrès de l'Ud, placé sous le thème «Pour une issue à la crise et la réussite du changement». L'intervention des travailleurs, une forte C.G.T. se tient 2 ans après l'avènement de la gauche au pouvoir et un an après le 41^e Congrès de la Cgt qui a fait une analyse sérieuse de la situation et dégagé ce que doit être l'action de la Cgt. Nous avons donc une expérience de 2 ans à analyser en nous appuyant sur les travaux du 41^e Congrès.

O.A. : Et quels enseignements tires-tu de ces 2 années de pouvoir de gauche pour les travailleurs du département ?

J.P. : Le département de l'Oise n'étant pas isolé de l'ensemble de la nation, les travailleurs du département ont vécu intensément les 2 années passées. Ils ont apprécié positivement la 5^e semaine de congés payés, les 39 heures sans perte de salaire, la retraite à 60 ans, les nationalisations, les droits nouveaux dans les entreprises, l'augmentation du Smic de 34,8%. Les femmes apprécient positivement le remboursement de l'IVG et l'augmentation des prestations familiales, le tiers payant pharmaceutique qui évite d'avancer de lourdes sommes pour se soigner. Mais il y a aussi des sujets d'inquiétude, de mécontentement :

- Les salaires par exemple qui ont été bloqués en 1982 et dont le pouvoir d'achat a baissé pour certaines catégories de travailleurs.

- L'emploi qui ne connaît pas le développement espéré. Il y a encore près de 25 000 demandeurs d'emploi dans le département et les menaces qui pèsent sur certaines entreprises nous préoccupent sérieusement.

O.A. : D'autant que ces menaces se situent dans des entreprises nationalisées : PCUK et St Gobain.

J.P. : Oui, mais il y a aussi des situations inquiétantes chez Rigida et Abex à Noyon, Montpet à Nogent sur Oise, Rheins et Debout à

Compiègne, Guerra à Creil et chez les Poclairn qui ne sont pas des entreprises nationalisées. Dans ces entreprises ce sont plusieurs centaines d'emplois qui sont aussi en suspens.

O.A. : Et les mesures gouvernementales pour résorber le déficit du commerce extérieur et l'inflation ?

J.P. : Elles ont été dans l'ensemble mal accueillies. Par contre la campagne que nous avons menée pour faire soutenir nos propositions a été, elle, bien accueillie. Et nous pouvons dire que cette action n'est pas étrangère aux aménagements qui ont été apportés, aux mesures annoncées. Il reste qu'il y a encore à pousser pour que le gouvernement frappe plus durement les grandes fortunes, les spéculateurs et les profits non investis. Nous veillerons à ce que le budget 84 soit plus sévère pour ces contribuables. Nous sommes pour la rigueur envers les grandes fortunes, le capital et tous ceux qui agissent actuellement à l'intérieur contre la France.

O.A. : Alors s'il y a un mécontentement, il y a une action ? Pourtant...

J.P. : Il y a des actions, multiformes dans les entreprises ; qui n'ont pas le caractère aussi spectaculaire que celles menées par les ouvriers de St Gobain ou de PcuK. Nous avons eu une lutte dure chez Véléda à Chaumont en Vexin pour les salaires et la dignité, les travailleuses ont obtenu un succès important. Il y a eu des actions chez Poclairn, 4P Emballage, à la Manufacture d'Allumettes de Saintines, aux P.T.T., dans la métallurgie...

Après la période d'attente, on perçoit un commencement de prise de conscience, il ne faut pas rester l'arme au pied et attendre que tout vienne d'en haut !

Le poids de la crise qui continue à sévir dans notre pays, l'agressivité patronale font prendre conscience que l'avènement de la gauche



n'est pas suffisant pour régler les problèmes qui se posent. Les travailleurs constatent que la lutte de classe est toujours présente dans les entreprises et à l'échelon national et international. Ils reprennent le chemin de la lutte, avec la Cgt, dans les entreprises pour les salaires, les conditions de travail, l'emploi, mais aussi pour dire au gouvernement, dans les formes qui conviennent, qu'il ne faut pas qu'il cède aux pressions patronales. Les luttes qui se développent sont à notre avis, le meilleur soutien au gouvernement pour sortir le pays de la crise et mettre en échec le front patronal, les forces de droite qui s'opposent par tous les moyens au progrès social et aux réformes en cours. Mais nous agissons pour que les luttes et les revendications qui les motivent soient débattues avec les travailleurs pour être les plus efficaces possibles et de masse.

O.A. : Henri Krasucki, Secrétaire Général de la Cgt a, dans L'Humanité du 6 mai, appelé les organisations de la Cgt à «se couvrir la poitrine, à faire une toilette de

printemps». Cet appel s'adresse aussi à la Cgt dans l'Oise ?

J.P. : Evidemment les militants et les organisations Cgt de l'Oise n'échappent pas à l'examen critique que nous devons faire de notre activité et de nos forces organisées. Le congrès y consacra une large place.

Pour que l'action des travailleurs pèse d'un poids décisif pour contrebalancer les pressions des forces de la réaction intérieure et extérieure et les fragilités qui existent dans la gauche ; il faut que cette action soit de masse et organisée. Seuls les travailleurs ne représentent aucune force bien qu'ils soient le plus grand nombre. Ils ne sont forts que s'ils sont organisés. Et pour cela, il y a la Cgt.

Mais encore faut-il qu'ils voient la Cgt et que les forces de la Cgt existantes aillent vers ceux qui sont inorganisés. Cela suppose que soit revalorisés les principes qui ont fait et font encore la force de la Cgt. Principes qui ont souffert de la répression patronale sous Giscard notamment, les militants licenciés, sanctionnés, pourchassés, ce n'était pas un encouragement à se syndiquer pour les travailleurs inorganisés, ça conduisait au repliement sur soi-même.

Aujourd'hui, avec les droits nouveaux, il est possible de créer partout des sections syndicales, de discuter avec les travailleurs, de s'opposer à la répression patronale. On peut donc aller hardiment vers les travailleurs inorganisés, discuter avec eux, leur proposer l'adhésion, les associer à la vie du syndicat. La démocratie syndicale peut s'exprimer dans l'entreprise.

Il suffit pour cela de se débarrasser de certaines habitudes qui nous collent à la

peau, de donner un autre style à l'activité syndicale à l'entreprise notamment. Responsabiliser plus les élus qui constituent l'ossature des organisations, associer plus les syndiqués à la vie de leur organisation, former plus et mieux les militants et les syndiqués qui sont confrontés avec des problèmes nouveaux et complexes dans les entreprises et qui vont devoir animer la vie du syndicat au niveau de l'unité de travail, de l'atelier, du service, du bureau.

C'est aussi partir à la conquête des déserts syndicaux, c'est à dire des centaines d'entreprises où il n'y a pas de syndicats. Nous ne sommes pas satisfaits de l'état d'organisation de la Cgt dans le département, nous voulons redresser la situation. Nous en avons les moyens.

O.A. : Quelles seront donc les priorités de l'action syndicale dans les prochains mois ?

J.P. : En premier lieu, nous ne relâcherons pas l'action pour les salaires et l'emploi.

• Les salaires, car nous estimons que sans garantie du pouvoir d'achat et sa progression pour les bas salaires, il ne peut y avoir de progrès économique, de relance de la production et de création d'emploi.

• L'emploi car nous estimons qu'il est insoutenable de voir de poursuivre des fermetures d'entreprises, des restructurations entraînant des suppressions d'emplois dans le département. Nous agissons aussi pour la création d'emplois par le développement industriel du département. Nous avons des propositions dans notre programme.

Enfin, le congrès va lancer

••• suite page 8.

